

8606 : résumé

Le présent projet de loi vise à modifier la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé afin d'y ajouter la profession de conseiller en génétique. Cette nouvelle profession est introduite pour répondre aux besoins croissants dans le domaine de la génétique humaine et pour garantir une prise en charge plus complète des patients à risque de développer des maladies génétiques.

Le conseiller en génétique intervient avant la phase de diagnostic. Il évalue le risque d'être porteur ou de transmettre une affection génétique. Son rôle est de préparer le travail du médecin-spécialiste en médecine génétique.

Le présent projet de loi définit les conditions d'accès à la profession, précise les missions et les modalités d'exercice du conseiller en génétique et énumère les actes professionnels qu'il est habilité à accomplir.

A noter que la profession de conseiller en génétique sera *a priori* exercée principalement au Laboratoire national de santé (LNS), qui détient le monopole en matière d'anatomie pathologique et de la génétique humaine au Luxembourg. Le « *National Center of Genetics* », intégré au LNS, est actuellement confronté à une pénurie de spécialistes et à des délais d'attente importants pour les consultations de génétique. L'introduction du conseiller en génétique doit permettre d'alléger la charge de travail des médecins, de réduire les délais et d'améliorer la qualité et la continuité de la prise en charge des patients.